



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 mai 2008\*  
Français  
Original: anglais

**Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international**  
Quarante et unième session  
New York, 16 juin-3 juillet 2008

## Règlement des litiges commerciaux

### Recommandation relative à l'interprétation des articles II-2 et VII-1 de la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères ("Convention de New York")

#### Compilation des commentaires reçus des gouvernements

#### Note du Secrétariat

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1-3	2
II. Commentaires reçus des gouvernements sur la recommandation relative à l'interprétation des articles II-2 et VII-1 de la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères ("Convention de New York") .....		3
1. Allemagne .....		3
2. Australie .....		3
3. Iran (République islamique d') .....		4
4. Malaisie .....		5
5. République de Corée .....		5
6. République tchèque .....		6
7. Serbie .....		6

\* Le présent document est soumis tardivement car il contient des commentaires reçus en réponse à une note verbale distribuée le 4 mars 2008.



## I. Introduction

1. La recommandation relative à l'interprétation des articles II-2 et VII-1 de la Convention de New York ("la Recommandation") a été adoptée par la Commission à sa trente-neuvième session (19 juin-7 juillet 2006)<sup>1</sup>. Ce texte recommandait "qu'on applique le paragraphe 2 de l'article II de la Convention en reconnaissant que les cas s'y trouvant décrits ne sont pas exhaustifs"; il recommandait aussi "que le paragraphe 1 de l'article VII de la Convention soit appliqué pour permettre à toute partie intéressée de se prévaloir des droits qu'elle pourrait avoir, en vertu de la législation ou des traités du pays où une convention d'arbitrage est invoquée, de demander que soit reconnue la validité de cette convention".

2. À sa trente-neuvième session, la Commission a rappelé qu'aux termes de la résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale qui lui avait donné naissance, elle avait notamment pour mandat de rechercher les "moyens d'assurer l'interprétation et l'application uniformes des conventions internationales et des lois uniformes dans le domaine du droit commercial international"<sup>2</sup>. En conséquence, l'élaboration d'une recommandation de nature persuasive et non contraignante, au profit des utilisateurs du traité, notamment des législateurs, des arbitres, des juges et des parties commerciales, relevait du mandat de la Commission. On a estimé qu'une telle recommandation était appropriée et particulièrement souhaitable dans la situation actuelle, car elle encouragerait l'élaboration de règles favorisant la validité des conventions d'arbitrage dans un plus grand nombre de cas et inciterait les États à adopter la version révisée de l'article 7 de la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international. L'objet de la recommandation, conformément au mandat de la Commission, était de proposer une interprétation de certaines dispositions de la Convention de New York à des fins d'harmonisation sans empiéter sur la compétence des États parties à la Convention de formuler des déclarations interprétatives contraignantes sur cette dernière<sup>3</sup>.

3. Comme l'a décidé la Commission à sa quarantième session (Vienne, 25 juin-12 juillet 2007)<sup>4</sup>, le Secrétariat a diffusé la recommandation aux États, et invité les gouvernements à faire des commentaires sur son impact prévisible dans leur pays pour l'application de la Convention de New York et la nécessité de promouvoir son interprétation uniforme. Le présent document reproduit les commentaires reçus des États parties à la Convention de New York à la date 5 mai 2008. Ces commentaires sont sous la forme où ils ont été reçus par le Secrétariat.

---

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 17* (A/61/17), annexe II.

<sup>2</sup> Résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale, section II, par. 8 d).

<sup>3</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 17* (A/61/17), par. 177 à 180.

<sup>4</sup> *Ibid.*, *soixante-deuxième session, Supplément n° 17* (A/62/17, partie I), par. 208.

## II. Commentaires reçus des gouvernements sur la Recommandation relative à l'interprétation des articles II-2 et VII-1 de la Convention de New York de 1958

### 1. Allemagne

[Original: anglais]  
[28 avril 2008]

Il n'y a pas d'objections à cette recommandation car elle est conforme aux principes de la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage, qui ont été appliqués dans le livre X du Code de procédure civile (ZPO). On ne s'attend donc pas que cette recommandation ait des incidences sur le droit interne allemand, et elle est bien accueillie dans la pratique.

Le paragraphe 2 de l'article II de la Convention énonce l'exigence de la forme écrite des conventions arbitrage qui, selon le paragraphe 1 de la recommandation, n'est pas considérée comme définitive. La recommandation entend accepter la transmission de documents électroniques comme conventions écrites. Il y a à cela une justification pratique, à savoir que les transmissions électroniques se sont révélées plus fiables qu'un transfert par les services postaux. Cette interprétation n'est pas non plus en contradiction avec la loi allemande car le paragraphe 1029 du ZPO ne prévoit pas de forme spéciale pour les conventions d'arbitrage.

Le paragraphe 1 de l'article VII contient une "clause de concurrence" avec d'autres traités de droit international. Il garantit qu'une partie à une procédure arbitrale peut se prévaloir de la sentence arbitrale selon le droit interne ou selon tout autre traité international. Le paragraphe 2 de la recommandation stipule que cette règle concernera aussi sur la validité d'une convention d'arbitrage. S'agissant du libellé de la Convention, cette disposition fait référence à la sentence arbitrale uniquement. Or il semblerait logique d'étendre la "clause de concurrence" aux conventions d'arbitrage dans lesquelles les parties sont soumises à la procédure arbitrale.

### 2. Australie

[Original: anglais]  
[3 avril 2008]

Le Gouvernement australien appuie la recommandation comme moyen de promouvoir une interprétation uniforme et souple, dans différents pays, de l'exigence de l'écrit pour les conventions d'arbitrage énoncée au paragraphe 2 de l'article II de la Convention de New York. La recommandation encourage l'élaboration de règles favorisant la validité des conventions d'arbitrage.

La Convention de New York est mise en œuvre pour l'Australie dans l'*International Arbitration Act 1974*. L'exigence de l'écrit a été interprétée et appliquée avec souplesse en Australie, conformément à la convention de New York elle-même et l'intention de la recommandation, comme le montre la décision du juge Allsop dans un arrêt important du Federal Court of Australia, *Comandate Marine Corp v Pan Australia Shipping Pty Ltd* [2006] FCAFC 192 (par. 133 à 155, en particulier).

### 3. Iran (République islamique d')

[Original: anglais]

[30 avril 2008]

1. La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a recommandé qu'on applique le paragraphe 2 de l'article II de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères conclue à New York le 10 juin 1958 en reconnaissant que les cas s'y trouvant décrits ne sont pas exhaustifs.

2. Selon la loi iranienne sur l'arbitrage commercial international (adoptée le 17 septembre 1997); une "convention d'arbitrage" est "une convention par laquelle deux parties décident de soumettre à l'arbitrage tous les différends ou certains des différends qui se sont élevés ou pourraient s'élever entre elles au sujet d'un rapport de droit déterminé, contractuel ou non contractuel. Une convention d'arbitrage peut prendre la forme d'une clause compromissoire dans un contrat ou d'une convention séparée" (art. 1 c) de la loi). En outre, l'article 7 de la même loi dispose que "la convention d'arbitrage est consignée dans un document signé par les parties ou dans un échange de lettres, de communication télex, de télégrammes ou de tout autre moyen de télécommunications qui en atteste l'existence, ou encore dans l'échange d'une conclusion en demande et d'une conclusion en réponse dans lequel l'existence d'une telle convention est alléguée par une partie et n'est pas contestée par l'autre. La référence dans un contrat à un document contenant une clause compromissoire vaut convention d'arbitrage."

3. En conséquence, la République islamique d'Iran est d'avis que bien que la loi iranienne reconnaisse que la convention d'arbitrage peut être conclue de différentes manières et prendre différentes formes, il doit être prouvé par des moyens suffisants et clairs qu'une convention valable et contraignante est en fait conclue entre les parties de recourir à l'arbitrage. Cela dit, nous estimons que la formulation radicale du paragraphe 2 de l'article II de la Convention de New York doit être modifiée pour indiquer qu'il doit être prouvé que la convention d'arbitrage a été conclue comme il se doit. À cette fin, il faudrait réaffirmer que les circonstances décrites au paragraphe 2 de l'article II de la Convention ne sont pas exhaustives, "dans la mesure où elles sont étayées par des preuves convaincantes, indiquant l'existence d'une telle convention". L'idée est qu'il doit y avoir une preuve suffisante de l'accord mutuel des parties de recourir à l'arbitrage.

4. À propos du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention de New York, la République islamique d'Iran est d'avis que la formulation de ce paragraphe qui met l'accent sur l'application du traitement favorable disponible dans la législation ou les traités du pays où la reconnaissance est demandée à la convention d'arbitrage et non à la sentence arbitrale, correspond mieux aux dispositions du paragraphe 2 de l'article II de la Convention. Nous appuyons la modification proposée car elle supprime l'ambiguïté des termes de ce paragraphe.

#### 4. Malaisie

[Original: anglais]

[30 avril 2008]

Le Gouvernement malaisien conçoit que la recommandation relative à l'interprétation du paragraphe 2 de l'article II de la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères ("Convention de New York") adoptée par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international le 7 juillet 2006 à sa 39<sup>e</sup> session ait été faite pour préciser que les cas qui y sont décrits ne sont pas exhaustifs et pour assurer une interprétation uniforme dudit article.

En ce qui concerne la recommandation relative à l'interprétation du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention, le Gouvernement malaisien conçoit qu'elle ait été faite pour donner effet à l'interprétation du paragraphe 2 de l'article II de la Convention. Dans ce contexte, elle apporte elle aussi plus de clarté.

Le Gouvernement malaisien conçoit également que les deux recommandations puissent aider les tribunaux nationaux à interpréter l'exigence d'une "convention écrite" de manière plus libérale et dans des cas où les parties intéressées demandent la reconnaissance de la validité de toute convention d'arbitrage. En conséquence, compte tenu de ce qui vient d'être dit, les deux recommandations sont acceptables pour le Gouvernement malaisien.

#### 5. République de Corée

[Original: anglais]

[30 avril 2008]

La République de Corée considère que la recommandation a seulement proposé des indications aux États parties concernant l'interprétation de la Convention de New York et ne serait pas juridiquement contraignante pour elle. Comme la recommandation n'est pas un amendement ou un complément à la Convention, elle n'aurait pas d'effet contraignant pour la République de Corée en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention ou la promotion de son interprétation uniforme.

La loi sur l'arbitrage de la République de Corée, État partie à la Convention de New York, contient des dispositions très voisines de celles de la Convention en ce qui concerne la forme écrite. La Loi type de la CNUDCI de 1985 sur l'arbitrage commercial international n'a pas été prise en compte dans la loi coréenne.

En ce qui concerne la nécessité d'assouplir l'exigence d'une convention écrite, si nécessaire, il serait possible de prendre en compte le projet de la Loi type de la CNUDCI de 1985 sur l'arbitrage commercial international dans la loi sur l'arbitrage de la République de Corée après un nouveau débat national.

## 6. République tchèque

[Original: anglais]

[28 avril 2008]

La République tchèque confirme la large adoption de la Convention à la lumière de la recommandation.

La recommandation est en conformité avec la législation tchèque – loi n° 216/1994 Sq. sur la procédure d'arbitrage et l'exécution des sentences arbitrales, et notamment avec son article 3, paragraphes 1 et 2, qui énoncent ce qui suit:

### “Article 3

(1) La convention d'arbitrage revêt la forme écrite sous peine de nullité. Une convention d'arbitrage conclue par télégramme, télex ou moyen électronique permettant d'en attester l'existence, c'est-à-dire de reproduire son contenu et de déterminer les personnes qui l'ont conclue, est réputée être conclue par écrit.

(2) Si la convention d'arbitrage est insérée dans les conditions (générales) régissant le contrat principal, auquel elle se rapporte, elle est réputée être valablement conclue, si l'offre sous forme écrite du contrat principal qui la contient est acceptée par la partie à laquelle est faite de telle manière qu'il apparaît clairement que cette partie est d'accord avec le contenu de la convention d'arbitrage.”

De cette façon, les tribunaux de la législation de la République tchèque ont encouragé l'exécution des sentences dans le plus grand nombre de cas possibles par le biais de l'article VII-1 de la Convention permettant l'application des dispositions nationales qui offrent des conditions plus favorables à une partie souhaitant exécuter une sentence.

## 7. Serbie

[Original: anglais]

[15 avril 2008]

La loi sur la ratification de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères a été adoptée le 1<sup>er</sup> octobre 1981 par l'Assemblée de la République fédérale socialiste de Yougoslavie et publiée au “Journal officiel de la RSFY, Traités internationaux”, n° 11/81 du 9 octobre 1981. L'ex-Yougoslavie a adhéré à la Convention de New York le 26 février 1982. Cette dernière est en vigueur en République de Serbie depuis le 12 mars 2001 sur la base de la notification de succession à l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie adressée par le présent Gouvernement au Secrétaire général.

L'ex-Yougoslavie a formulé une réserve sur la base de la réciprocité en vertu de l'article I-3 de la convention de New York et a déclaré la réserve concernant les différents commerciaux en vertu de ce même article.

La source nationale du droit sur l'arbitrage en Serbie est la loi sur l'arbitrage adoptée le 25 mai 2006 (“Journal officiel de la République de Serbie”, n° 46/2006). Cette loi est fortement influencée par la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage

commercial international (1985), mais contient quelques dispositions différentes et des dispositions supplémentaires. Les modifications apportées en 2006 à la Loi type n'y ont pas été incluses.

En vertu de la loi sur l'arbitrage (2006), la réciprocité n'est plus exigée pour la reconnaissance ou l'exécution des sentences arbitrales étrangères. De plus, les sentences rendues à la fois en matière commerciale et non commerciale peuvent être reconnues conformément aux dispositions sur la reconnaissance et l'exécution de la loi (art. 64 à 68).

La Serbie a promulgué la loi sur les signatures électroniques le 29 décembre 2004 ("Sl. glasnik RS", br. 135/2004).

Les dispositions de la loi sur l'arbitrage concernant la forme de la Convention d'arbitrage sont plus souples et plus favorables à l'exécution que les dispositions du paragraphe 2 de l'article II de la Convention de New York. Les parties intéressées peuvent se prévaloir des dispositions statutaires et l'on peut penser que les tribunaux appliqueraient les règles statutaires.

Les tribunaux n'ont pas pris note de la recommandation, car elle n'a pas encore été traduite en serbe (la traduction est en cours par le tribunal arbitral du commerce extérieur attaché à la Chambre de commerce serbe à Belgrade et devrait être publiée cette année).

Néanmoins, il y a une décision du tribunal de commerce supérieur de Belgrade confirmant celle du tribunal de commerce inférieur, qui a fait exécuter une convention d'arbitrage prévoyant Paris (France) comme lieu d'arbitrage, en se référant aux dispositions de la loi sur l'arbitrage et non à l'article II de la Convention de New York (Décision du tribunal de commerce supérieur n° Pz. 9058/2006 en date du 22 mars 2007 – extraits publiés dans *Sudska praksa trgovinskih sudova* – Bilten br. 2/2007). Il ne s'agissait pas dans ce cas de l'exigence de forme, mais cette décision peut être une indication du fait que les tribunaux interpréteront probablement l'article VII de la Convention de manière qu'il s'applique également à la reconnaissance des conventions d'arbitrage et non seulement aux sentences arbitrales, c'est-à-dire qu'ils autoriseront les parties à se prévaloir des dispositions plus favorables de la loi sur l'arbitrage.